



Conseil de sécurité

UN LIBRARY

MAR 1 9 1000

UN/DA COLLECTION

Distr.
GENERALE

S/15644
17 mars 1983

ORIGINAL : FRANCAIS

LETTRE DATEE DU 17 MARS 1983, ADRESSEE AU PRESIDENT
DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT
DU TCHAD AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-après le texte du message
No 59/PR.CAB.P.STCH que le Président de la République, Chef de l'Etat, Président du
Conseil des ministres du Tchad, vous adresse.

Citation :

"Monsieur le Président du Conseil de sécurité de l'Organisation des
Nations Unies.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon pays, le Tchad fait
l'objet d'une agression caractérisée de la part de la Jamahiriya arabe
libyenne. Faisant fi des principes de l'ordre international et de la moralité
qui constituent les fondements de la Charte des Nations Unies, la Jamahiriya
arabe libyenne perpétue son occupation du nord du Tchad, multiplie ses
attaques militaires préméditées dans le seul dessein d'élargir la zone
d'occupation et de l'exploiter à grande échelle; elle intensifie ses actions
dans le but d'imposer un changement de gouvernement à sa dévotion au Tchad.
La tension politique et militaire entretenue par la Jamahiriya arabe libyenne
met constamment en question la paix qui est revenue au Tchad. Les actes
d'agression de la Jamahiriya arabe libyenne, dont le nombre s'accroît chaque
jour, préoccupent grandement le Gouvernement et le peuple tchadiens à cause de
leurs graves conséquences sur la paix et la sécurité non seulement au Tchad
mais également dans toute la région.

En plus des territoires déjà occupés depuis plusieurs années, la
Jamahiriya arabe libyenne accentue sa présence militaire pour occuper de
nouveaux territoires, en violant quotidiennement l'espace aérien tchadien par
ses avions militaires de chasse et de reconnaissance. Incontestablement, le
régime de Tripoli viole tous les principes de la Charte des Nations Unies,
notamment ceux contenus dans les Articles premier et 2, paragraphes 1, 2, 3, 4
et 7.

Le Tchad doit exister comme tout Etat souverain et son intégrité territoriale acquise à son indépendance le 11 août 1960 doit être préservée conformément au principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation auquel les pays africains, dont la Jamahiriya arabe libyenne, ont solennellement souscrit en 1964 au Caire. Le peuple du Tchad réclame le droit de vivre en paix à l'intérieur des frontières héritées de la colonisation et internationalement reconnues.

La communauté internationale en général et le Conseil de sécurité en particulier qui a de lourdes responsabilités pour le maintien de la paix et de la sécurité doivent enjoindre la Jamahiriya arabe libyenne de mettre fin à son occupation illégale de la partie septentrionale du Tchad."

HISSEIN HABRE

Fin de citation.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le présent message comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Ramadan BARMA
